

**Youssef Cherif**

## La Tunisie et le Ghana : histoires parallèles, démocraties divergentes

MECAM Papers | Number 17 | June 10, 2025 | <https://dx.doi.org/10.25673/119139> | ISSN: 2751-6482

Le Ghana et la Tunisie ont souvent été présentés comme des phares de la démocratie dans leurs régions respectives. Cependant, alors que la démocratie ghanéenne a mûri au fil des décennies, l'expérience de la Tunisie est restée fragile et s'est finalement effondrée. Cet article examine la manière dont les trajectoires historiques, les choix en matière de gouvernance, les influences régionales et les défis économiques ont façonné leurs parcours démocratiques, apportant ainsi des leçons sur les risques de régression démocratique.

- Le Ghana a fait sa transition vers la démocratie dans les années 1990, une période d'expansion démocratique mondiale, permettant à ses institutions de se consolider. La transition de la Tunisie en 2011 s'est produite à une époque de régression démocratique mondiale, ce qui a rendu la consolidation plus fragile.
- L'État tunisien hautement centralisé a eu du mal à assurer la gouvernance démocratique, tandis que l'État plus faible et le système décentralisé et adaptable du Ghana ont facilité l'accommodement politique et la pérennité des institutions. Les héritages coloniaux respectifs de la France et du Royaume-Uni ont également fait la différence.
- En termes de soutien extérieur, le Ghana a bénéficié des normes démocratiques fortes de la Communauté Économique des États de L'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tandis que dans le cas de la Tunisie, l'Union du Maghreb arabe – l'homologue nord-africain de la CEDEAO – est restée politiquement paralysée. La dépendance de la Tunisie après 2011 d'une aide et d'un soutien internationaux morcelés a engendré des motivations contradictoires, contrairement aux partenariats étrangers relativement stables du Ghana.
- Les deux pays continuent d'être confrontés à de graves crises économiques, alimentant la désillusion de la population à l'égard de la démocratie. L'effondrement économique de la Tunisie, provoqué par une dette importante et une forte inflation, a entraîné une érosion démocratique. L'instabilité économique actuelle du Ghana présente un risque similaire pour sa stabilité démocratique.

### RECOMMANDATIONS

*Le cas de la Tunisie sert d'avertissement au Ghana : la survie démocratique n'est jamais certaine. Les législateurs ghanéens doivent remédier aux faiblesses institutionnelles, à l'instabilité économique, à la polarisation des médias et à la vague de désillusions afin d'éviter une régression démocratique.*

## POURQUOI COMPARER LE GHANA ET LA TUNISIE ?

Qu'est-ce qui fait que les démocraties perdurent, et pourquoi certaines vacillent-elles malgré des débuts prometteurs ?

Cet article est fondé sur des observations personnelles : en tant que chercheur tunisien ayant une connaissance approfondie de son paysage politique, j'ai visité le Ghana à plusieurs reprises et j'ai été frappé à la fois par les similitudes et les contrastes entre les deux pays. Ces réflexions ont pris forme suite à des discussions tenues lors de la conférence du MIASA (Merian Institute for Advanced Studies in Africa) en décembre 2024 à Accra, lors de laquelle la question de la gouvernance en Afrique a été amplement débattue. Le choix des cas n'est pas arbitraire : la Tunisie et le Ghana ont tous deux été qualifiés de « phares de la démocratie » en Occident, ce qui en fait des cas pertinents pour l'étude de la résilience et de l'échec démocratiques. Les deux pays ont connu des trajectoires d'indépendance similaires, ont eu des dirigeants fondateurs forts avec des biographies semblables et ont évolué dans des régions instables.

À titre de mise en garde, l'histoire précoloniale et coloniale des deux pays, ainsi que leurs structures sociales et économiques, sont très différentes. Il convient également de noter que l'article a des réserves sur la qualification de « phare de la démocratie » ; par contre, cet article cherche à déterminer comment cette appellation a évolué dans le temps et pourquoi la démocratie s'est avérée plus durable au Ghana qu'en Tunisie. En outre, le contraste peu conventionnel entre la Tunisie et le Ghana permet d'apporter de nouvelles perspectives sur la démocratisation en Afrique en juxtaposant un cas nord-africain et un cas ouest-africain.

### SIMILITUDES STRUCTURELLES

La Tunisie et le Ghana présentent plusieurs similitudes. Ils ont tous deux obtenu leur indépendance à la fin des années 1950 et leurs histoires ont été façonnées par des dirigeants fondateurs charismatiques. Habib Bourguiba a mené la Tunisie vers l'autonomie vis-à-vis de la France en 1956, et Kwame Nkrumah a fait sortir le Ghana de l'empire britannique l'année suivante. Quant aux présidents qui ont eu l'impact le plus durable sur le Ghana et la Tunisie après leurs dirigeants fondateurs, le capitaine Jerry John Rawlings au Ghana et le général Zine El Abidine Ben Ali en Tunisie, il s'agissait des militaires qui ont eu recours au populisme et ont alterné entre socialisme et libéralisme. Dans les années 1980 et 1990, les deux pays ont été les élèves modèles du Fonds monétaire international dans leurs régions respectives. Puis, entre 2011 et 2021, ils sont devenus deux exemples de transitions démocratiques réussies.

Leur position dans leurs environnements régionaux est similaire aussi. L'Algérie, située à la frontière ouest de la Tunisie, est dirigée par un régime militaire qui a été en guerre avec le Maroc dans les années 1960. L'Algérie a également souffert d'une guerre civile de dix ans qui s'est terminée en 2002. La Libye, à la frontière est de la Tunisie, a été gouvernée par l'armée et les forces paramilitaires jusqu'en 2011. Le pays est entré en guerre avec le Tchad de 1978 à 1987 et a eu des accrochages avec plusieurs puissances régionales et mondiales depuis les années 1970. De 2011 à 2020, la Libye a sombré dans la guerre civile. Les pays voisins de la Tunisie ont donc une longue histoire de conflits militaires et de gouvernance autoritaire. Le contexte régional du Ghana en Afrique de l'Ouest a également été marqué par des guerres civiles, des coups d'État et par l'instabilité. Le Nigeria, l'hégémon régional, a connu une guerre civile dans les années 1960, plusieurs épisodes de conflits civils locaux qui se poursuivent encore aujourd'hui, et trois décennies de régime militaire qui n'ont pris fin qu'en 1999. La Côte d'Ivoire, le Liberia et la Sierra Leone ont enduré des guerres civiles dévastatrices et une série de coups d'État entre les années 1980 et 2010, tandis que le Mali et le Burkina Faso ont lutté contre des insurrections djihadistes de plus en plus nombreuses au terme d'une série de putschs et de longues histoires de troubles civils et de

guerres régionales. Du tumulte qui régnait dans ces deux régions, la Tunisie et le Ghana sont ressortis pratiquement indemnes.

## **DIFFÉRENCES STRUCTURELLES**

Il existe des différences majeures entre la Tunisie et le Ghana qui peuvent expliquer pourquoi ils sont parvenus à des résultats si différents en matière de démocratisation. Le Ghana est plus grand que la Tunisie et plus riche en ressources naturelles (Ahlman 2023). La Tunisie a connu un État bureaucratique centralisé pendant des siècles. Son système politique a été profondément façonné par la gouvernance directe française et les politiques de modernisation sous le protectorat, et son appareil d'État a été renforcé sous Bourguiba et Ben Ali (Anderson 1986). Les institutions étatiques du Ghana, bien que plus faibles, disposaient de mécanismes d'accommodement politique. Le pays a hérité du système britannique qui reposait davantage sur la gouvernance indirecte et les autorités traditionnelles. Après l'indépendance, les premières tentatives de centralisation de Nkrumah ont été freinées par les élites régionales, les interventions militaires et les politiques de décentralisation ultérieures (Afolayan 2013). Et alors que la Tunisie avait un régime autoritaire centralisé et stable sous Bourguiba et son successeur Ben Ali, le Ghana a enchaîné les coups d'État et les troubles jusque dans les années 1990. Mais tandis que le Ghana a flirté avec de courts intervalles démocratiques pendant sa phase autoritaire, la Tunisie a toujours été gouvernée par des hommes forts jusqu'à l'avènement de la démocratie en 2011.

## **Rawlings contre Ben Ali : gouvernance et démocratisation**

Rawlings a monté un coup d'État classique, en 1981, et Ben Ali a conquis la présidence par le biais d'un coup d'État constitutionnel en 1987. Tous deux se sont présentés comme des fils du peuple, issus de milieux modestes et prenant leurs distances avec les anciennes élites, bien qu'ils aient tous deux conservé certains aspects des structures de pouvoir en cours durant leurs mandats. Tous deux ont utilisé une rhétorique et des politiques populistes pour consolider leur légitimité, comme la lutte contre l'injustice sociale ou l'adoption d'un discours anti-impérialiste (Gyimah-Boadi et Rothchild, 1982). Les deux ont par ailleurs suivi un programme économique néolibéral. Cependant, il y avait aussi des différences frappantes entre les deux personnages : Rawlings a adopté la démocratisation lorsque la démocratie libérale était en plein essor dans le monde, dans les années 1990 (Haynes 2024). Ben Ali, qui venait à l'époque de conquérir le pouvoir suprême, a consolidé l'autoritarisme au lieu de démocratiser son pays. Il a manqué la vague de démocratisation et a poursuivi le contrôle autoritaire. En d'autres termes, Rawlings a construit une démocratie néolibérale et Ben Ali une autocratie néolibérale. Par conséquent, lorsque Rawlings a quitté le pouvoir, ses apparatchiks avaient progressivement accepté l'idée d'une vie démocratique et étaient des acteurs à part entière du jeu démocratique. En Tunisie, la démocratie a commencé lorsque Ben Ali a été destitué, et non sous son règne. La clique de Ben Ali et les bénéficiaires indirects du régime ont d'ailleurs perçu la transition comme une perte de privilèges et une situation chaotique. Ils ont joué la carte de la contre-révolution pendant la majeure partie de la décennie qui a suivi la chute de leur dirigeant, contribuant ainsi à l'érosion démocratique.

## **Le moment choisi des transitions démocratiques**

La transition démocratique ghanéenne a commencé lorsque la démocratie libérale est devenue dominante à l'échelle mondiale, à la fin de la guerre froide. Des élections locales relativement libres ont été organisées en 1988, mais la date officielle du début de la démocratie dans le pays est l'année 1992, quelques mois après la dissolution de l'Union soviétique. En 2001, le Ghana avait réussi son premier transfert pacifique du pouvoir,

lorsque Rawlings s'est retiré et que le successeur qu'il avait choisi a perdu les élections. La démocratie du Ghana a perduré depuis, malgré les défis économiques et de gouvernance (Haynes et Kumah-Abiwu 2024). La transition tunisienne qui a duré de 2011 à 2021, en revanche, s'est déroulée alors que la démocratie était en déclin et que l'autoritarisme renaissait à travers le monde. Le système démocratique manquait donc de racines institutionnelles solides et était fragile lorsque frappaient les crises. La consolidation démocratique a été beaucoup plus difficile à réaliser dans le cas de la Tunisie que dans celui du Ghana (Linz et Stepan 1996).

Il y a deux arguments principaux à faire valoir ici, le premier portant sur le moment choisi et les raisons qui expliquent son importance. La transition du Ghana vers la démocratie fait penser à un surfeur chevronné qui aurait attrapé la vague parfaite, se déplaçant au gré de la marée mondiale de la démocratisation. Il a traversé le processus presque sans encombre et a bénéficié de tout le soutien international et de toute l'attention nécessaires. Il n'y avait pas non plus de menaces majeures au niveau global, puisque les dictateurs tombaient au lieu d'émerger. La Tunisie a attrapé la vague au moment où la démocratie était en déclin et où les forces antidémocratiques se consolidaient localement et à travers le monde, ce qui l'a laissée à la dérive lorsque l'enthousiasme mondial pour la démocratie s'estompait. En outre, et c'est là le deuxième argument, la démocratie ghanéenne avait eu le temps de mûrir, de sorte que lorsque la démocratie mondiale a commencé à régresser autour de 2010, elle disposait de suffisamment de leviers pour se maintenir. La démocratie tunisienne, en revanche, était trop jeune et instable.

## **Intervenants extérieurs**

Au niveau régional, l'Algérie et le Nigeria jouent un rôle important en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, respectivement (Kim 2022). Les conflits politiques et l'influence économique du Nigeria ont affecté la stabilité du Ghana. Mais le fait que le pays était en passe de devenir une démocratie civile dans les années 1990 a eu un impact positif sur la transition démocratique du Ghana : l'hégémon régional n'avait aucune objection à ce que le Ghana se démocratise. L'Algérie, en revanche, suit un modèle de gouvernance nationaliste, contrôlé par l'armée, qui se méfie des systèmes démocratiques, surtout lorsqu'ils sont considérés comme soutenus par l'Occident. Instaurer un régime démocratique sous l'œil vigilant d'Alger n'a pas été facile pour Tunis. Les tensions diplomatiques étaient vives, surtout dans les années 2011-2013, et l'aide algérienne – pourtant vitale pour la Tunisie – est restée limitée pendant la décennie au cours de laquelle la Tunisie était la seule démocratie arabe.

De plus, la transition tunisienne s'est déroulée pendant la guerre froide des pays du Golfe. Ainsi, la Tunisie s'est retrouvée en proie aux factions autoritaires en conflit du Conseil de coopération du Golfe (CCG) : l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis contre le Qatar et son allié la Turquie (Lynch 2017). Le conflit du CCG s'est traduit par des pressions diplomatiques et économiques, des menaces militaires et une influence médiatique. Il a eu des répercussions sur plusieurs États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, dont la Tunisie. La proximité de cette dernière avec la Libye lui a conféré une importance encore plus grande dans le jeu géopolitique en cours. Les pays du CCG ont été d'importants donateurs qui ont joué un rôle dans l'investissement économique, mais pas dans le renforcement des institutions démocratiques, bien au contraire. Le Ghana n'a rien connu de tel.

En termes d'institutions régionales, au moment de sa démocratisation, le Ghana appartenait – et appartient toujours – à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), un organisme qui fonctionne bien et dont le soutien était important pour maintenir la stabilité et la démocratie du Ghana et pour créer des opportunités économiques. La Tunisie, quant à elle, était – et est toujours – membre de l'Union du

Maghreb arabe, une structure paralysée par les dissensions entre ses dirigeants. Le Ghana faisait partie d'un ensemble économique, la Tunisie était seule.

Sur la scène internationale, le Ghana a reçu une aide substantielle des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres donateurs à partir du début des années 1990 pour consolider sa démocratie. Et alors que le pays construisait ses fondations démocratiques dans les années 1990 et au début des années 2000, il n'y avait pas de grands partisans de l'autoritarisme dans le monde. Contrairement au Ghana, le soutien apporté par l'étranger à la Tunisie était fragmenté. L'aide financière de l'Union européenne (UE) a été répartie entre la promotion de la démocratie et le contrôle de l'immigration. La Tunisie a certes reçu une aide substantielle de la part des démocraties du G7 et de l'Union africaine, mais celle-ci avait été incohérente, conditionnelle et insuffisante pour stabiliser son nouveau système. En outre, certains donateurs européens, comme la France et l'Italie, doutaient de la capacité de la Tunisie à se démocratiser. De plus, avec l'augmentation considérable du nombre de migrants vers l'Europe et des attaques terroristes dans la région méditerranéenne à partir de l'année 2015, l'enthousiasme de l'UE s'est estompé.

## DES DÉFIS PARTAGÉS

Il y a comme un air de déjà-vu : la Tunisie était autrefois considérée comme une belle réussite démocratique, tout comme le Ghana l'est aujourd'hui. La Tunisie a également été décrite dans le passé comme un flambeau de démocratie et d'espoir. Mais une démocratie est une démocratie jusqu'à ce qu'elle ne le soit plus. Le Ghana dispose d'un système démocratique consolidé, construit sur une longue période, mais jusqu'à quand peut-il durer ?

Le Ghana et la Tunisie sont tous deux confrontés à d'importants défis économiques. En 2022, la dette publique du Ghana s'élevait à 92,7 % de son PIB. Celle de la Tunisie était de 81 % en 2023. Au Ghana, l'inflation s'est aggravée, passant de 31,5 % en 2022 à 40,3 % en 2023, principalement en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et de la dépréciation de la monnaie. En Tunisie, l'inflation reste inférieure à 10 %, mais le pays a été récemment confronté à des pénuries récurrentes de denrées de base telles que le pain, le sucre et le lait. Cependant, la dépréciation de la monnaie affecte les deux pays de la même manière. Le dinar tunisien a perdu plus de 50 % de sa valeur par rapport au dollar américain au cours de la décennie démocratique (2011-2021). L'effondrement du cedi ghanéen a quant à lui été plus brutal : il a perdu plus de 50 % de sa valeur entre janvier et octobre 2022. Par ailleurs, les deux pays sont confrontés à des déficits fiscaux élevés qui pèsent sur les finances publiques.

La Tunisie et le Ghana peinent tous deux à faire face à la désillusion politique, en partie à cause de ces difficultés économiques. En 2024, 82 % des Ghanéens estimaient que leur pays prenait le mauvais chemin (Afrobarometer 2024). Entre 2011 et 2021, les sondages ont montré une diminution constante de la foi des Tunisiens en la démocratie (Afrobarometer 2021 ; Pew Research Center, 2014 ; IRI 2021). Dans l'ensemble, les Tunisiens et les Ghanéens doutent que la démocratie puisse résoudre leurs problèmes économiques. Ils sont frustrés par la démocratie, les institutions et les partis politiques. Face à cela, il n'est pas étonnant que les observateurs ghanéens aient tiré la sonnette d'alarme lorsque le leader putschiste burkinabé Ibrahim Traoré a reçu une « ovation retentissante » à Accra en janvier 2025 (Adu 2025).

Un autre facteur important à prendre en compte dans la comparaison entre les deux pays est la corruption. La perception de la corruption alimente la désillusion vis-à-vis de la politique. Selon l'indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International, le Ghana est passé de la 52ème place (3,5 sur 10) en 2000, lorsque Rawlings était encore président, à la 68ème place (4,1 sur 10) en 2010, dix ans après son départ, lorsque le pays était considéré comme une démocratie à part entière. Son rang a encore

baissé, passant à la 73<sup>ème</sup> place (4,3/10) en 2021, puis à la 80<sup>ème</sup> place (4,2/10) en 2024, lors des dernières élections législatives. La Tunisie se classait 32<sup>ème</sup> (5,2/10) en 2000 sous la dictature de Ben Ali, 66<sup>ème</sup> (4,3/10) en 2010 juste avant les révolutions arabes, et 70<sup>ème</sup> (4,4/10) en 2021, à la veille du revirement autoritaire (Transparency International 2025). Dans la perception du public, les élus sont considérés comme des personnes qui servent leurs propres intérêts plutôt que comme des réformateurs, malgré les changements démocratiques intervenus au fil du temps. Cela a conduit au discrédit des élites démocratiques et a créé un obstacle entre ces élites et leur électorat.

Ensuite, il y a la question de l'extrémisme violent. La Tunisie et le Ghana sont tous deux confrontés à des menaces djihadistes sur leurs frontières directes ainsi que sur leur propre territoire. En Tunisie, les djihadistes ont organisé une série d'attaques entre 2011 et 2021 qui ont donné à la population l'impression que la démocratie entraînait l'extrémisme et le terrorisme. Le Ghana a été jusqu'à présent épargné. Mais ses voisins, le Burkina Faso, le Togo et la Côte d'Ivoire, ont subi plusieurs attaques terroristes au cours de la dernière décennie. Le risque de contagion est élevé (De Bruijne, Courtright et Ellis 2024). Si la menace s'intensifie, les forces de sécurité et les militaires voudront imposer davantage de restrictions aux libertés et avoir le dernier mot. L'opinion publique, surtout à l'ère des médias sociaux, pourrait l'accepter.

Enfin, le Ghana et la Tunisie ont tous deux des paysages médiatiques et de médias sociaux dynamiques qui, tout en maintenant un discours public animé, sont également sensibles à la désinformation et à la mésinformation. Les partis politiques emploient des tactiques de désinformation pour influencer l'opinion publique. Les partisans utilisent des sites web d'information et déploient des activités cybernétiques pour promouvoir leurs candidats et semer la panique. Bien que les cas spécifiques d'acteurs gouvernementaux étrangers tels que la Russie et la Chine qui diffuseraient directement de la désinformation ne soient pas suffisamment documentés au Ghana, il existe une préoccupation plus générale concernant l'exploitation du paysage médiatique africain par des entités étrangères qui visent à développer leurs intérêts. Dans le cas de la Tunisie, une multitude d'acteurs étrangers ont été impliqués dans des campagnes de désinformation, notamment les pays du Golfe, la Turquie et l'Égypte. Tous ces acteurs, locaux et étrangers, empoisonnent l'opinion publique et amplifient les enjeux évoqués tout au long de cet article, sapant ainsi la démocratie et ses partisans.

## LEÇONS POUR LE GHANA

La démocratie ghanéenne est résiliente mais fragile. La Tunisie était autrefois considérée comme un phare démocratique, tout comme le Ghana l'est aujourd'hui. Mais où sont donc ces espoirs et ces éloges hyperboliques aujourd'hui ? Le succès démocratique ne se limite pas seulement à organiser des élections ; il dépend des réalisations économiques, de la sécurité, de la gouvernance et de la solidité des institutions. Les crises économiques, la corruption, l'insécurité et la désillusion des jeunes affaiblissent la résilience démocratique. Cet article sert à la fois d'analyse et d'avertissement – plutôt que de prophétie – quant à la fragilité des acquis démocratiques.

La Tunisie n'est pas une lointaine démocratie européenne, mais un pays africain ayant beaucoup de similitudes avec le Ghana. La démocratie du Ghana a duré plus longtemps que celle de la Tunisie, mais sa survie n'est pas garantie si le gouvernement ne règle pas ses problèmes structurels en renforçant des institutions indépendantes, en maintenant la stabilité économique et la paix, en supervisant la désinformation et la mésinformation, et en évitant que la désillusion politique ne provoque un effondrement du système.

## BIBLIOGRAPHIE

- Adu, Patrick K. (2025), *A Resounding Ovation: What Ibrahim Traoré's Reception Reveals About the Youth's Perception of Leadership*, WACSI, 10 janvier, <https://wacsi.org/a-resounding-ovation-what-ibrahim-traores-reception-reveals-about-the-youths-perception-of-leadership/> (06.03.2025).
- Afolayan, Gbenga Emmanuel (2013), The Democratization Process in Ghana: Key Issues and Challenges, in : United Nations (éd.), *Democracy in the South: Participation, the State, and the People*, 116–136, <https://doi.org/10.18356/6c1065f3-en> (06.03.2025).
- Afrobarometer (2021), *Tunisia Round 8 Summary of Results*, 28 octobre, <https://www.afrobarometer.org/publication/summary-results-afrobarometer-round-8-survey-tunisia-2020-0/> (06.03.2025).
- Afrobarometer (2024), *African Youth are Committed to Democracy but Express Greater Dissatisfaction than their Elders, Afrobarometer Inaugural Flagship Report Reveals*, 12 août, <https://www.afrobarometer.org/articles/african-youth-are-committed-to-democracy-but-express-greater-dissatisfaction-than-their-elders-afrobarometer-inaugural-flagship-report-reveals/> (06.03.2025).
- Ahlman, Jeffrey (2023), *Ghana: A Political and Social History*, London : Zed Books.
- Anderson, Lisa (1986), *The State and Social Transformation in Tunisia and Libya, 1830-1980*, Princeton : Princeton University Press.
- De Bruijne, Kars, James Courtright, et Grace Ellis (2024), *A Beacon of Democracy? How Hyper-Political Competition Increases the Risk of Violent Extremism in Ghana*, Clingendael, CRU Report, juillet, <https://www.clingendael.org/publication/ghana-beacon-democracy> (06.03.2025).
- Gyimah-Boadi, Emmanuel, et Donald Rothchild (1982), Rawlings, Populism, and the Civil Liberties Tradition in Ghana, in : *Issue: A Journal of Opinion*, 12, 3/4, 64–69.
- Haynes, Jeff (2024), *Revolution and Democracy in Ghana: The Politics of Jerry John Rawlings*, London, New York : Routledge.
- Haynes, Jeff, et Felix Kumah-Abiwu (2024), *Looking Back at Three Decades of Ghana's Democracy*, Africa at LSE - LSE's Engagement with Africa, 10 janvier, <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2024/01/10/looking-back-at-three-decades-of-ghanas-democracy/> (06.03.2025).
- IRI (2021), *Public Opinion Survey: Residents of Tunisia. September 24 – October 11, 2020*, Center for Insights in Survey Research, [https://www.iri.org/wp-content/uploads/2021/01/2020-10\\_iri\\_tunisia\\_report\\_-\\_final.pdf](https://www.iri.org/wp-content/uploads/2021/01/2020-10_iri_tunisia_report_-_final.pdf) (06.03.2025).
- Kim, Jiye (2022), Between a Regional Hegemon and a Middle Power : The Case of Nigeria, in : Gabriele Abbondanza et Thomas Stow Wilkins (éds.), *Awkward Powers: Escaping Traditional Great and Middle Power Theory*, Singapore : Springer, 221–241.
- Linz, Juan J., et Alfred Stepan (1996), *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Lynch, Marc (2017), *The Qatar Crisis*, *Project on Middle East Political Science*, POMEPS Briefings 31, octobre, <https://pomeps.org/the-qatar-crisis-pomeps-brief-31> (17.09.2022).
- Pew Research Center (2014), *Tunisian Confidence in Democracy Wanes*, Rapport, 15 octobre, <https://www.pewresearch.org/global/2014/10/15/tunisian-confidence-in-democracy-wanes/> (06.03.2025).
- Transparency International (2025), *Corruption Perceptions Index 2024*, <https://www.transparency.org/en/cpi/2024> (10.04.2025).

## À PROPOS DE L'AUTEUR

Youssef Cherif est analyste politique et chercheur spécialisé dans les relations internationales, plus particulièrement en Afrique du Nord et de l'Ouest. Il est chercheur doctorant à l'Université de Leiden (Pays-Bas) et titulaire d'une maîtrise en relations internationales du King's College London et d'une maîtrise en histoire ancienne de l'Université Columbia à New York. Il est le directeur du Columbia Global Center de Tunis. Il s'est activement engagé dans des recherches comparatives sur les transitions politiques dans la région. Ses travaux étudient la démocratisation, les mouvements sociaux et le rôle des acteurs étrangers dans les politiques domestiques.

Il a collaboré avec le MECAM en co-organisant et en participant à des conférences, ainsi qu'en contribuant à des discussions sur les transformations politiques et sociétales dans la région. En plus de ses recherches, il participe régulièrement aux travaux de groupes de réflexion, de médias et d'institutions universitaires sur des questions liées à la démocratie, aux mouvements sociaux et à la sécurité régionale.

E-mail : [yc2514@columbia.edu](mailto:yc2514@columbia.edu)

Site web : <https://globalcenters.columbia.edu/content/youssef-cherif>

## IMPRINT

The MECAM Papers are an Open Access publication and can be read on the Internet and downloaded free of charge at: <https://mecam.tn/mecam-papers/>. MECAM Papers are long-term archived by MENALIB at: <https://www.menalib.de/en/vifa/menadoc>. According to the conditions of the Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International Public License, this publication may be freely reproduced and shared for non-commercial purposes only. The conditions include the accurate indication of the initial publication as a MECAM Paper and no changes in or abbreviation of texts.

MECAM Papers are published by MECAM, which is the Merian Centre for Advanced Studies in the Maghreb – a research centre for interdisciplinary research and academic exchange based in Tunis, Tunisia. Under its guiding theme "Imagining Futures – Dealing with Disparity," MECAM promotes the internationalisation of research in the Humanities and Social Sciences across the Mediterranean. MECAM is a joint initiative of seven German and Tunisian universities as well as research institutions, and is funded by the German Federal Ministry of Research, Technology, and Space (BMFTR).

MECAM Papers are edited and published by MECAM. The views and opinions expressed are solely those of the authors and do not necessarily reflect those of the Centre itself. Authors alone are responsible for the content of their articles. MECAM and the authors cannot be held liable for any errors and omissions, or for any consequences arising from the use of the information provided.

Editor: Dr. Maria Josua

Editorial Department: Petra Brandt

Merian Centre for Advanced Study in the Maghreb (MECAM)

27, rue Florian, ISEAHT – Borj Zouara 1029 Tunis, Tunisia

<https://mecam.tn>

[mecam-office@uni-marburg.de](mailto:mecam-office@uni-marburg.de)



With funding from the:



ميكام  
مركز ميربان  
للدراسات المتقدمة  
في المنطقة المغاربية



**MECAM**  
Merian Centre  
For Advanced Studies  
In The Maghreb